

S. KARTVELI

## *Le nationalisme contre les nationalités*

Si chacun s'interroge sur les aspects économiques, politiques et sociaux de la « réforme » gorbatchévienne, il est en revanche un aspect qui paraît trop souvent négligé et qui pourtant, depuis les premières années du régime — pour ne pas remonter aux temps plus anciens du tsarisme — n'a cessé de préoccuper les dirigeants, bien davantage que le bien-être matériel de leurs populations, au point de représenter l'un des axes prioritaires de la politique de Moscou : la préservation envers et contre tout de l'intégrité du territoire et donc la résolution de la question nationale.

On peut certes objecter que la problématique nationale n'apparaît pas comme thème central des discours de la nouvelle direction et qu'elle ne semble pas faire l'objet d'une nouvelle pensée ou d'une redéfinition fondamentale. Mais, qu'il suffise de rappeler que les trois premières années du règne de Mikhaïl Gorbatchev ont été ponctuées, non par des manifestations sociales (à l'exception de troubles de caractère circonscrit à Yaroslav), ni par l'émergence d'une opposition politique, mais par des manifestations nationales, qui seules à ce jour ont pris un caractère vraiment populaire.

### *Le réveil national*

Les démonstrations d'Alma-Ata en décembre 1986, la montée sur Moscou des Tatars de Crimée en juin 1987 et les manifestations de rue de juin et août dernier dans les républiques baltes soulignent de façon évidente aux yeux de ceux qui ont en main la destinée du pays, non pas nécessairement le caractère explosif de ce phénomène,

mais du moins la nécessité de l'affronter sans tarder et l'impossibilité de continuer à l'ignorer. Ces manifestations au nord, à l'est et au sud montrent une Russie encerclée par des minorités nationales, en faveur desquelles joue la démographie. Sans revenir ici sur les statistiques déjà largement citées, rappelons seulement qu'en l'an 2000 l'armée soviétique sera composée en majorité de musulmans, dont la connaissance insuffisante de la langue russe pose des problèmes de commandement et d'efficacité déjà soulignés dans la presse militaire soviétique. Il est incontestable également que le phénomène Gorbatchev a relancé et ravivé l'expression des nationalismes — russes et non-russes. Ainsi, les récentes manifestations, qui n'ont pas d'équivalent dans les années récentes (il faut remonter aux manifestations estudiantines de Tbilissi de mars 1956 qui s'étaient terminées dans un bain de sang pour retrouver une telle ampleur), n'ont plus grand-chose en commun avec le caractère autolimité de la dissidence nationale des années Brejnev, qui se limitait à la constitution des groupes nationaux de surveillance des accords d'Helsinki et à des revendications plus humanitaires et locales que nationales, ou encore strictement linguistiques (ainsi les manifestations de juillet 1978 en Géorgie, puis en Arménie pour la défense du statut de la langue nationale dans la constitution). La relative tolérance de la nouvelle direction depuis deux ans a redonné confiance et encouragé l'expression de revendications qui vont de la défense du patrimoine linguistique, historique et national à l'énoncé public de questions jusque-là taboues : l'avenir national dans le cadre soviétique, la relation Eglise-nation, l'ensemble des questions économiques, historiques concernant les rapports entre la Russie et telle ou telle nation ou minorité. On assiste dans la presse républicaine et nationale à une vaste « révision des dogmes et des vérités acquises », les derniers bastions de réserve semblant tenir davantage du scepticisme et de la défiance de ceux qui n'osent croire que tout est permis et qu'il n'y aura pas de retour du bâton que d'une censure sachant clairement indiquer et faire respecter la ligne à ne pas franchir. Pour terminer cette fresque rapide de l'état national de l'URSS, il faut noter également la résurgence d'un nationalisme ukrainien sous la double impulsion que lui auront donnée l'accident nucléaire de Tchernobyl (et surtout son traitement par les autorités) et l'imminence de la célébration du millénaire de l'Eglise de Kiev, dont la récupération même partielle, par la hiérarchie religieuse de Moscou et les autorités centrales, est mal perçue.

Alors que l'on avait l'habitude de ne considérer la question nationale que sous l'angle des minorités nationales et ethniques de l'Union,

tendant de voir de quelle manière celles-ci pouvaient affecter la cohésion du système et représenter ou non une de ses vulnérabilités, force est aujourd'hui d'examiner un autre aspect de la question nationale, jusque-là mis sous le boisseau : le problème national russe. Le paradoxe de cet empire est sans doute que, contrairement aux autres empires, la nation dominante et gouvernante n'a jamais osé — en partie pour des raisons idéologiques et en partie en vertu de complexes historiques nationaux — s'affirmer en tant que telle auprès des autres minorités. Si ces minorités ne disposent pas réellement d'une part du pouvoir, elles n'en ont pas moins conservé par rapport à la nation russe un sentiment de supériorité historique, culturel et même géopolitique (par exemple pour les musulmans). A l'inverse, le peuple russe a développé un complexe d'infériorité, qui est à la base de l'émergence du nouveau nationalisme russe et lui confère ses thèmes principaux : le peuple russe a souffert plus que les autres, il n'a que peu profité économiquement, à la différence des autres nations coloniales, de son extension économique et géographique. Nationalement, le peuple russe, qui se qualifie d'ailleurs lui-même plus souvent de peuple que de nation, n'a pas réussi à développer sa composante nationale. En réalité, la nation soviétique et le prestige de l'Union ont pris le pas sur la nation historique russe, la vidant de sa substance. Ce qui dans l'esprit des pères fondateurs devait se produire pour l'ensemble des nationalités de l'URSS, ne s'est produit, et encore pas totalement, pour la seule Russie. En ce sens, l'un des problèmes essentiels d'une direction qui veut redonner dynamisme et cohérence au système, est de réinsuffler vitalité et énergie dans ce peuple russe qui doit être le moteur et le cœur de cette « renaissance » : le sortir de sa léthargie et de sa dépression, lui redonner le sens de l'avenir et confiance en soi. Il n'est donc guère étonnant que le nationalisme russe se voie officiellement encouragé : la création du Fonds de la culture russe (jamais dans les années précédentes du régime, les autorités n'auraient osé afficher aussi ouvertement le caractère russe ; ils auraient pris la précaution de le qualifier de soviétique), comme l'attention nouvelle accordée au passé russe (la renomination de rues de Moscou, la restauration du quartier de l'Arbat et de monastères anciens, les fastes qui vont entourer les cérémonies du Millénaire) sont le signe que les Russes à leur tour, débarrassés de certaines de leurs réserves, sont désormais déterminés à prendre la voie de la reconquête de leur identité, voie sur laquelle ils ont été précédés par leurs concitoyens des nations minoritaires.

Cette indispensable « résurrection russe » — indispensable même sur le plan économique, car une nation dépressive et peu sûre d'elle-

même ne s'est jamais embarquée sur la voie du redressement économique — pose un nouveau dilemme aux autorités. Comment en effet accompagner et encourager ces tendances en Russie, sans risquer de les voir reproduites et démultipliées dans les nations non russes, que leur état minoritaire et leur dépendance ont rendues à la fois plus conscientes et plus réactives. Comment faire pour que le renforcement du centre ne provoque pas des réactions en retour et ne contribue, à l'inverse de l'objectif poursuivi, à affaiblir la cohésion de l'ensemble plutôt que la renforcer ?

La réalité même de la question nationale oblige donc les dirigeants à se pencher sur un problème qui, sans représenter une menace de désintégration, bride la marge de manœuvre et oblige sans cesse à un dosage méticuleux entre ce qu'il faut concéder pour apaiser les aspirations essentielles et éviter qu'elles ne prennent un tour revendicatif et ce qu'il faut refuser pour ne pas créer soi-même les bases de ce qui pourra être ensuite utilisé de la périphérie contre le centre.

Un autre impératif du système, dans sa relation vis-à-vis de l'étranger, est la préservation de son apparence fédérative. Dans un monde d'où le colonialisme sous sa forme ancienne a disparu, l'URSS, qui veut récupérer son image de progrès et de modèle, ne peut se permettre d'apparaître comme perpétuant une situation anachronique. Avec l'émoussement de l'idéologie apparaît le risque de mise à nu de relations inégales qui étaient jusque-là à la fois masquées et compensées par une idéologie égalitaire et internationaliste. Il lui faut donc accorder aux républiques une marge de manœuvre et une identité réelle qui soit autre chose qu'une concession formelle abritant une assimilation réelle.

Cet effort est d'autant plus indispensable si l'on regarde du côté de l'Europe de l'Est : la politique entreprise consistant à convaincre les Est-Européens de l'émergence d'un nouveau type de relations entre Moscou et les « satellites » ne pourra être crédible, quel que soit le discours sur la remise en cause de la « Doctrine Brejnev » de souveraineté limitée si, parallèlement, Moscou se livre intérieurement à une politique de russification et de domination. L'intégration économique plus poussée avec l'Europe de l'Est ne serait même acceptable que si Moscou arrive à faire la preuve qu'elle accomplit aussi au sein de l'Union un mouvement à deux voies : dans le sens d'une plus grande intégration économique, mais aussi d'une plus grande diversification nationale dans le respect des identités nationales de ses composantes. Autrement dit, faire la preuve que l'intégration économique n'entraîne pas nécessairement la dilution des entités nationales, et peut même, parce que ces affirmations deviennent moins menaçantes pour

l'unité de l'ensemble, s'accompagner d'une plus grande tolérance.

Le problème national n'est certes pas apparu avec M. Gorbatchev, mais il est indéniable qu'il revêt pour ce dernier une importance d'autant plus grande que toutes les lignes de réforme par lui ébauchées butent à un moment ou à un autre sur la question nationale et l'obligent à trancher. Ainsi, dans son discours pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre, M. Gorbatchev a-t-il reconnu sans ambages que « toutes les décisions sociales, économiques et juridiques ont inévitablement un impact direct et immédiat sur la question nationale »... et *vice versa* !

I / Ainsi en va-t-il de la *politique des cadres* : on a vu les réactions suscitées par la nomination du Russe Kolbine à la tête du Parti kazakh en remplacement de M. Kounaev. Nul doute que la prudence adoptée depuis lors, s'agissant du remplacement attendu du premier secrétaire du Parti ukrainien et membre du Politburo, M. Chtcherbitsky, ne soit inspirée des leçons apprises des événements d'Alma-Ata. La crainte de réactions ukrainiennes et des effets d'une répression qui serait plus difficile à dissimuler tant aux opinions intérieures qu'à l'étranger — en cette année du Millénaire de l'Eglise ukrainienne qui plus est — a incontestablement tempéré les intentions initiales de la direction. En revanche, quoique là aussi de façon prudente, on assiste à une réactivation de la politique de « brassage des cadres » mise en sommeil pendant toute la dernière période du pouvoir brejnevien. La mise en œuvre d'une politique de lutte contre la corruption, de renouvellement des cadres, de laminage des clientèles passe nécessairement, dans un régime où traditionnellement les clientèles ont tendance à s'ériger en féodalités et à recouper des lignes de clivage ethniques et nationales, par une politique de brassage « national ». Or, on voit bien réémerger dans la presse des articles venant apporter une justification théorique à la mise en œuvre d'une telle politique. En même temps, le pouvoir se montre relativement timide dans la mise en œuvre pratique de mesures radicales : en ce sens on peut analyser les remaniements du Parti kazakh davantage comme un test dans la république la plus russifiée — « le maillon faible de la couronne des nationalités » — que comme le premier pas décisif d'une politique déterminée. Tout se passe comme si, en matière de cadres, la direction soviétique avait dressé un diagnostic et énoncé les remèdes, mais sans se décider à appliquer le traitement draconien, qu'elle sait pourtant nécessaire. En revanche, la direction semble avoir pris un tour plus décisif s'agissant de l'éternel débat sur le partage du pouvoir au sommet : avec la disparition de MM. Kounaev

et Aliev, le transfert de M. Chevardnadze au poste de ministre des affaires étrangères et les récentes nominations, le Politburo et le Secrétariat sont *de facto* entre les mains des Russes (avec la seule exception de l'indélogeable Chtcherbitsky), si l'on ne compte pas M. Chevardnadzé qui, du fait de ses fonctions, se trouve dans l'impossibilité absolue de représenter en aucune façon les intérêts de sa république d'origine.

II / La politique de *réforme économique* est à son tour directement obérée par les contraintes nationales qui pèsent sur les choix économiques, les allocations de ressources et qui empêchent l'URSS, à la différence d'Etats de dimension beaucoup plus réduite — telle la Hongrie — ou de cohésion plus affirmée — telle la Chine qui, pour être pluri-ethnique, a cependant une plus grande tradition à la fois de centralisation dans la décentralisation et de cohésion nationale — de s'avancer sur la voie d'une authentique décentralisation.

En réalité, la décentralisation, telle que conçue par les nouveaux responsables soviétiques, saute l'étape régionale indispensable pour passer immédiatement à celle de la décentralisation industrielle — sans même englober la notion de déconcentration industrielle (dont on a pourtant mis en évidence les effets néfastes tant lors de l'accident de Tchernobyl que dans tous les constats dressés des gaspillages dus aux transports et à l'irrationalité économique de la carte soviétique). La loi du 1<sup>er</sup> janvier 1988 représente tout au plus un premier pas dans la voie d'une responsabilisation des entreprises, et d'une plus grande autonomie de gestion et d'organisation interne, non dans celle d'une décentralisation de la décision économique, moins encore de la production ou de la distribution. Les pouvoirs intacts du Comité d'Etat au Plan, la transformation de 14 ministères fédérés républicains en départements de ministères centraux, à l'automne 1987, sembleraient plutôt indiquer que, dans le débat sur la décentralisation, les hésitations jouent en ce moment dans le sens d'un maintien, sinon d'un renforcement, du pouvoir central. Or, l'hésitation face à la décentralisation n'est pas un reflet du dogme idéologique, mais purement et simplement le reflet le plus concret de la crainte devant les nations et les nationalités. En effet, la carte de la décentralisation géographique soviétique recoupe celle des grandes unités régionales et culturelles : l'Asie centrale musulmane, la Transcaucasie, la région balte, la plaine ukrainienne et le bassin de la Volga. La crise économique soviétique est bien davantage une crise du centralisme qu'une crise du collectivisme et de la planification. Les

maux du collectivisme et de la planification sont remédiables à condition d'accepter une large décentralisation qui régule localement les effets arbitraires et atténue les effets désincitateurs du collectivisme sur la productivité du travail. Or, le système soviétique depuis soixante-dix ans, mais surtout depuis deux décennies, une fois épuisées les capacités de développement extensif des ressources, n'a pu se résoudre à accepter une redistribution des ressources et des capacités de production, qui pourraient jeter les bases matérielles d'une autonomie économique et donc, en filigrane, d'une autonomie nationale. En ce sens, la décision de renoncer au projet d'inversion des fleuves sibériens qui, réclamé à cor et à cri par les dirigeants des républiques d'Asie centrale, aurait permis, avec l'irrigation, la mise en place d'une agriculture plus diversifiée et l'emploi local d'une main-d'œuvre pléthorique, montre bien la détermination du régime à ne pas arbitrer en faveur d'une quelconque autonomie accrue sur le plan économique.

La relance de la productivité bute à son tour sur les fractures nationales. En effet, en l'absence d'incitations idéologiques pures — le stakhanovisme des premières années du régime a cessé de représenter une alternative possible — et en l'absence d'une poussée démographique, la seule relance de la productivité peut provenir de l'incitation matérielle ou de l'incitation politico-idéologique. Pour cette dernière, il s'agit de donner le sentiment aux populations de travailler pour leur avenir, leurs enfants et leur collectivité. Mais, non pas pour une collectivité abstraite, et étendue sur un sixième de la surface du globe, mais une communauté réelle, qui se confond nécessairement peu ou prou avec une communauté ethnique, culturelle et nationale. La prise de conscience de cette nécessité explique sans doute en partie la tolérance, pour ne pas dire l'encouragement, apportée par les autorités à la réémergence du nationalisme russe. La crise de productivité de la nation russe étant au tout premier plan des préoccupations du pouvoir central, une relance ne peut en fait que passer par une redynamisation de la classe laborieuse de la nation dirigeante, à laquelle il faut redonner respect de soi et confiance dans l'avenir. D'où l'accent mis sur la lutte contre l'alcoolisme, fléau russe par excellence (on notera à cet égard la bien moindre priorité accordée au fléau de la drogue qui frappe davantage les populations du Sud et de l'Asie centrale). Le second volet d'une relance de la productivité passe par le relèvement des incitations matérielles. Or, pour que celles-ci opèrent économiquement, il importe qu'elles soient modulées en fonction des besoins. Le relèvement de la productivité est moins urgent en Asie centrale, où la croissance

démographique atténue les méfaits de la sous-qualification et de la faible productivité, qu'il ne l'est en RSFSR où, compte tenu de la présence de la très grande partie du parc industriel et de la faible natalité, il importe de relancer rapidement la productivité.

La logique d'un tel constat implique un système à deux mesures dans lequel les travailleurs des régions développées de Russie d'Europe bénéficieraient d'avantages matériels conséquents et d'encouragements à la natalité. La direction soviétique a d'ores et déjà donné partiellement satisfaction aux revendications des nationalistes russes sur ce second point, en accordant des allocations modulées de natalité, suivant qu'il s'agit de populations en forte croissance ou de croissance négative. En revanche, il n'est pas encore question de primes modulées au niveau des entreprises, quoique à terme la loi sur l'autonomie des entreprises puisse se traduire dans les faits en un système diversifié où les travailleurs des industries de pointe (situées essentiellement dans les régions européennes) bénéficieraient de salaires et de possibilités de promotions non accessibles aux populations d'Asie centrale réduites à des emplois du secteur primaire et agricole, et pour lesquelles les seules voies de promotion sociale et financière seraient l'armée ou l'exil vers le centre, c'est-à-dire les voies de l'assimilation.

Là aussi, comme pour la politique des cadres, les solutions sont claires, mais d'application pratique difficile impliquant des risques de conflits potentiels, entre nations d'une part, entre la pratique et l'idéologie d'autre part. Comment concilier en effet une vision théorique d'égal développement des nations et d'égalité entre les peuples avec un système à double vitesse, qui porte en germe la transformation de la périphérie en une région sous-industrialisée d'exploitation agricole sous-payée et en une réserve résiduelle de main-d'œuvre peu qualifiée. Ainsi l'actuel plan quinquennal affecte la part du lion des investissements à la rénovation et au rajeunissement de l'appareil de production existant, situé en Russie d'Europe, et n'envisage pas de programme de développement d'industries nouvelles dans les régions périphériques, notamment pas en Asie centrale. Les articles parus cette année dans la presse soviétique dénonçant la pléthore d'effectifs dans les universités des républiques périphériques (la Géorgie et la Kirghizie ont été particulièrement visées) et la production excessive de diplômés universitaires par rapport aux « besoins locaux » avec la mise en place *de facto* de quotas d'accès, vont dans le même sens d'une division du travail au détriment



des nations non russes et dont on voit mal qu'elle puisse ne pas soulever de réactions à terme<sup>1</sup>.

III / La politique de « *libéralisation* » timidement ébauchée par la direction se heurte elle-même au problème national. Le domaine de l'expression est aussi paradoxalement celui dans lequel il est le plus facile de donner satisfaction à certaines des aspirations nationales, sans risquer que les concessions faites ne se traduisent en aucune façon par un partage des pouvoirs. La *glasnost* a consisté jusqu'à présent à remettre en pratique un droit — qui va parfois jusqu'à l'obligation — de critique et d'autocritique, qui existait dans le système instauré par Lénine et développé par Staline. En effet, comme le souligne Gorbatchev lui-même, sans ces deux instruments, le système de parti unique, dépourvu d'opposition, se voit privé de tout mécanisme régulateur et livré aux excès. En revanche, ce droit de critique ne s'entend pas comme un droit de remise en cause des fondements ou de la légitimité intrinsèque du système. Pris dans son aspect national, cela se traduit par la possibilité d'aborder presque tous les thèmes nationaux — il suffit pour s'en convaincre de lire les presses nationales depuis quelques mois — mais non pas le droit de passer à l'action nationale ou moins encore nationaliste. Ainsi la répression ne touche pas les écrits, en revanche, après une brève période d'incertitude, le pouvoir a clairement tracé, d'Alma-Ata à Riga en passant par Moscou, les limites au droit de manifestation pour les minorités ethniques en tout genre, y compris les Juifs. Le dilemme du pouvoir en ce domaine est de donner effectivement à la grande majorité de la population un droit de critique et d'expression qui lui redonne le sentiment de participer à la vie publique et surtout économique, sans que ce droit ne soit interprété comme une possibilité de distanciation par les populations les moins assimilées de l'Empire. Là aussi on voit donc émerger en arrière-plan un système à deux poids deux mesures, dans lequel le nationalisme russe aurait droit de cité, puisqu'il est par définition le seul à pouvoir s'affirmer pleinement sans jamais menacer l'intégrité de l'Etat, alors que les autres nations et nationalités ne se verraient reconnaître ces droits

1. « Les effectifs des étudiants géorgiens pour la prochaine rentrée ont été réduits de 400 places. L'ouverture de sections russes — en mathématiques, chimie et physique — réduit les chances des diplômés géorgiens d'accéder à l'Université d'Etat de Tbilissi. A l'heure actuelle déjà, un étudiant géorgien sur quatre étudie dans une institution d'enseignement supérieur à l'extérieur des frontières de son pays natal » (lettre de MM. Gamsakhourdia et Kostava au secrétaire général du PCUS, publiée dans le nouveau bulletin non officiel *Glasnost* de juillet 1987).

que de façon pondérée, dans la mesure où ils ne viendraient pas à représenter un défi ou une menace à l'autorité centrale et à la cohésion de l'Union.

C'est donc avec parcimonie que le pouvoir distribue ses largesses : les opposants nationaux constituent la grande majorité des prisonniers politiques non libérés, la critique sociale est bien davantage admise que la critique nationale. Surtout, le nationalisme russe et dans une moindre mesure la confrontation des différents nationalismes viennent jouer un rôle régulateur. Ainsi a-t-on vu lors des manifestations des Tatars de Crimée à Moscou, des réactions « spontanées » de la population russe, les forces de l'ordre finissant à intervenir pour « protéger » les manifestants. Ainsi, d'une certaine façon, le meilleur garant contre les excès des nationalismes périphériques n'est plus l'autorité centrale, mais le contrepoids que constitue le nationalisme russe et son fer de lance — l'organisation « Pamiat », « Mémoire » en russe. Avec, pour réserve, le fait qu'idéologiquement il demeure difficile pour le régime d'accepter que le nationalisme soit en train de s'affirmer comme la force centrale du régime et son élément le plus dynamique, même s'il s'agit en l'occurrence... du nationalisme russe.

Derrière ces contradictions et ces paradoxes se dessine une stratégie de la nouvelle direction : il s'agit d'assurer la cohésion et l'unité territorialo-économique du système en accroissant les interdépendances. L'instauration de complexes agro-industriels qui entoureront le noyau industriel de la Russie d'Europe revient à instaurer une division du travail et une réelle interdépendance en lieu et place du développement républicano-centré qui préexistait<sup>2</sup>. Pour utiliser les schémas marxistes, on pourrait dire que le modèle de Gorbatchev est de renforcer la centralisation des « infrastructures essentielles » tout en cédant une large autonomie aux superstructures que sont les langues, les cultures, les modes de vie et traditions locales. Si l'on va plus avant dans cette voie s'ouvrent deux perspectives difficiles à trancher aujourd'hui : l'une conduit à la folklorisation des nations constitutives de l'Union avec une réelle intégration économique et sociale, accomplie insensiblement. L'autre pourrait être celle d'un réel fédéralisme politique plaqué sur une intégration économique qui

2. Chaque république s'était vue dotée jusque-là d'une économie diversifiée, quoique limitée et souvent inefficace, mais comportant tous les volets d'une économie nationale et permettant une quasi autosuffisance, en fonction des conditions locales, toutes les républiques souffrant pareillement des maux de la planification et d'une lourde centralisation des décisions et des allocations.

demeurerait respectueuse des identités et des intérêts nationaux. La première est la voie asiatique de l'URSS, la seconde sa voie européenne. Beaucoup dépendra, non pas tant du succès personnel de M. Gorbatchev, mais de la capacité de la nation russe à s'ériger en nation de modèle européen et à ne pas céder à la tentation nationaliste et à sa tradition orientale\*.

\* NDLR : Cet article a été écrit avant les événements de février 1988 en Arménie et en Azerbaïdjan, qui confirment la réalité des revendications nationales.

**RÉSUMÉ.** — *Le modèle de Gorbatchev pourrait être de renforcer la centralisation économique en accordant une plus grande autonomie aux langues, cultures et traditions locales pour préserver et renforcer l'intégrité du territoire. La nation russe parviendra-t-elle à s'ériger en nation de modèle européen sans céder à la tentation nationaliste de tradition orientale ?*